



RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL

TOUS DANS LA RUE LE 9 MARS

RASSEMBLEMENT A 12H30 DEVANT LE MEDEF - 55 AVENUE BOSQUET
PARIS 7 (M° ECOLE MILITAIRE) PUIS MANIFESTATION EN DIRECTION DU
MINISTERE DU TRAVAIL 101 RUE DE GRENELLE PARIS 7 (M° VARENNE OU
SOLFERINO)

A 14H, MOBILISATION, PLACE DE LA REPUBLIQUE

RDV SNJ-CGT : 14H 2 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE (devant le Club Med Gym)

Le report de l'examen en conseil des ministres du projet de loi El Khomri décidé par le gouvernement ne trompe personne. Face à une mobilisation grandissante, le pouvoir tempore en espérant, par quelques modifications mineures car le MEDEF veille, arracher l'accord de certaines centrales syndicales.

Cette stratégie est un échec. La pétition « Loi travail : non, merci ! » a largement dépassé le million de signatures en deux semaines et la résistance s'organise. Il faut dire que depuis le début du quinquennat Hollande, la succession de renoncements donne le vertige : cadeaux fiscaux au patronat, état d'urgence, déchéance de nationalité, réforme pénale, droit du travail... La clarification a eu lieu. Le pouvoir a choisi de gouverner par la peur et de s'allier au bloc réactionnaire social et politique.

Le projet de loi El Khomri est une remise en cause historique, théorique, juridique d'un siècle de code du travail et une insulte à plus d'un siècle de conquêtes sociales. Il ne doit pas être reporté mais immédiatement retiré. Toutes les mesures envisagées visent à précariser toujours plus, flexibiliser toujours davantage les salariés pour faire baisser le « coût » du travail, afin de faire grossir les profits financiers et les dividendes versés aux actionnaires.

Les salariés ont besoin d'un code du travail plus protecteur qui renforce leurs protections et leurs droits car salarié et employeur ne sont pas sur un pied d'égalité. Cette semaine, la CGT a présenté un projet de code du travail passé malheureusement sous silence par une grande majorité des médias.

Afin d'obtenir le retrait immédiat du projet de loi Travail, le SNJ-CGT appelle l'ensemble des journalistes à participer massivement aux mobilisations du 9 mars en cessant le travail.

Il appelle également à participer activement le **12 mars** aux initiatives prévues contre l'état d'urgence et la réforme constitutionnelle à l'appel des collectifs « Nous ne céderons pas » (dont est membre le SNJ-CGT) et « Stop Etat d'urgence ».

Paris, le 5 mars 2016